

Tous dans l'action : Construisons le rapport de forces !

Devant les conséquences de la crise (chômage massif, restructurations, endettement), la population a plus que jamais besoin de la solidarité que portent les services publics. Alors que tout le monde reconnaît leur rôle d'amortisseur, les services publics sont aujourd'hui, plus que jamais, la cible des économies budgétaires du gouvernement Sarkozy. Le budget 2010 prévoit la suppression de 30 000 emplois dans la fonction publique d'État. Cela porte à 100 000 le nombre d'emplois détruits depuis 2007.



Attaquer les services publics, c'est mettre à mal l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire.

- **Dans la santé**, la loi Bachelot permet de fermer des maternités, des services entiers au nom de la rentabilité, cela au mépris des recommandations des professionnels du secteur. Les fermetures de classes, de sections, d'écoles contribuent à désertifier certaines zones rurales et à déséquilibrer encore davantage les zones urbaines populaires. C'est la même chose avec les suppressions de bureaux de poste, de tribunaux...

- **Dans l'Éducation nationale, la prochaine rentrée verra disparaître 16 000 postes.**

Ces suppressions s'ajoutent aux 13 500 de 2009 et aux 11 200 de 2008.

Depuis 2003, certaines académies sont soumises à de véritables saignées : dans le second degré, près de 5 000 suppressions à Lille et 3000 à Nancy Metz. Face à la hausse démographique, les créations ne sont pas à la hauteur des besoins dans le premier degré. Sur le terrain, cela se traduit par un manque de remplaçants, une destruction des RASED et la casse de la maternelle.

- **La masterisation du recrutement des enseignants** instaure une sélection sociale insupportable.

La formation des enseignants est sacrifiée alors que le diplôme exigé est plus élevé. Contrairement aux affirmations du ministre, cela n'entraîne pas pour autant une véritable revalorisation du début de carrière.

La CGT Educ'action revendique un concours national en fin de licence et une formation de deux ans comme fonctionnaire stagiaire, validée par un master.

- **Les mesures expérimentées dans la réforme du bac pro trois ans :** la globalisation des horaires, le développement de l'autonomie des établissements, seront généralisés à l'ensemble des lycées.

Cela entraînera une dégradation des conditions de travail aussi bien pour les élèves que pour les enseignants et permettra de nouvelles suppressions de postes.

- **Le pilotage par les résultats, sous couvert d'une plus grande autonomie pédagogique,** administrative et financière, aura pour conséquences une mise en concurrence des EPLE entre eux et un renforcement du pouvoir du chef d'établissement.



Pour répondre aux exigences d'une éducation et d'une formation de qualité, porteuses d'avenir pour la jeunesse,

➡ il est urgent :

- ➔ De revenir sur les suppressions de postes au budget 2010.
- ➔ De créer les emplois nécessaires et de donner au service public de l'éducation des moyens qui répondent aux besoins d'élévation du niveau de connaissances et de qualification des jeunes.
- ➔ De revenir sur les réformes engagées dans le premier et le second degré.

Pour répondre aux exigences de la situation sociale, nous devons défendre le rôle de la fonction publique et le maintien des services publics.

➡ Pour cela, il est nécessaire :

- ➔ De se donner les moyens de développer des services publics de qualité répondant aux besoins croissants et diversifiés de la population.
- ➔ De revenir sur des réformes néfastes (RGPP, loi dite de « mobilité », projet de réforme territoriale).
- ➔ D'assurer la progression du pouvoir d'achat par la revalorisation salariale immédiate des personnels. La CGT Educ'action revendique une nouvelle grille des traitements, sur un seul grade, débutant à 2600 euros et une augmentation de 70 points d'indice.
- ➔ De prendre des mesures efficaces pour combattre durablement la précarité.

Dans la fonction publique et dans l'Éducation nationale,
en grève tous ensemble le 21 janvier



Tract 06.01.2010

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer

Nom (Mme, Melle, M.) Prénom

Adresse personnelle

Code postal Ville

Tél. e-mail

Grade ou corps Discipline :

Etablissement

Code postal Ville

CGT Educ'action - 263, rue de Paris - Case 549 - 93515 Montreuil Cedex - Métro : Porte de Montreuil - Tél. : 01.48.18.81.47
Télécopie : 01.49.88.07.43 - e-mail : unsen@ferc.cgt.fr - Internet : http://www.unsen.cgt.fr